

ENVIRONNEMENT

magazine

N° 1793 - JANVIER-FÉVRIER 2022



CLIMAT

Vers des villes végétales

Politique

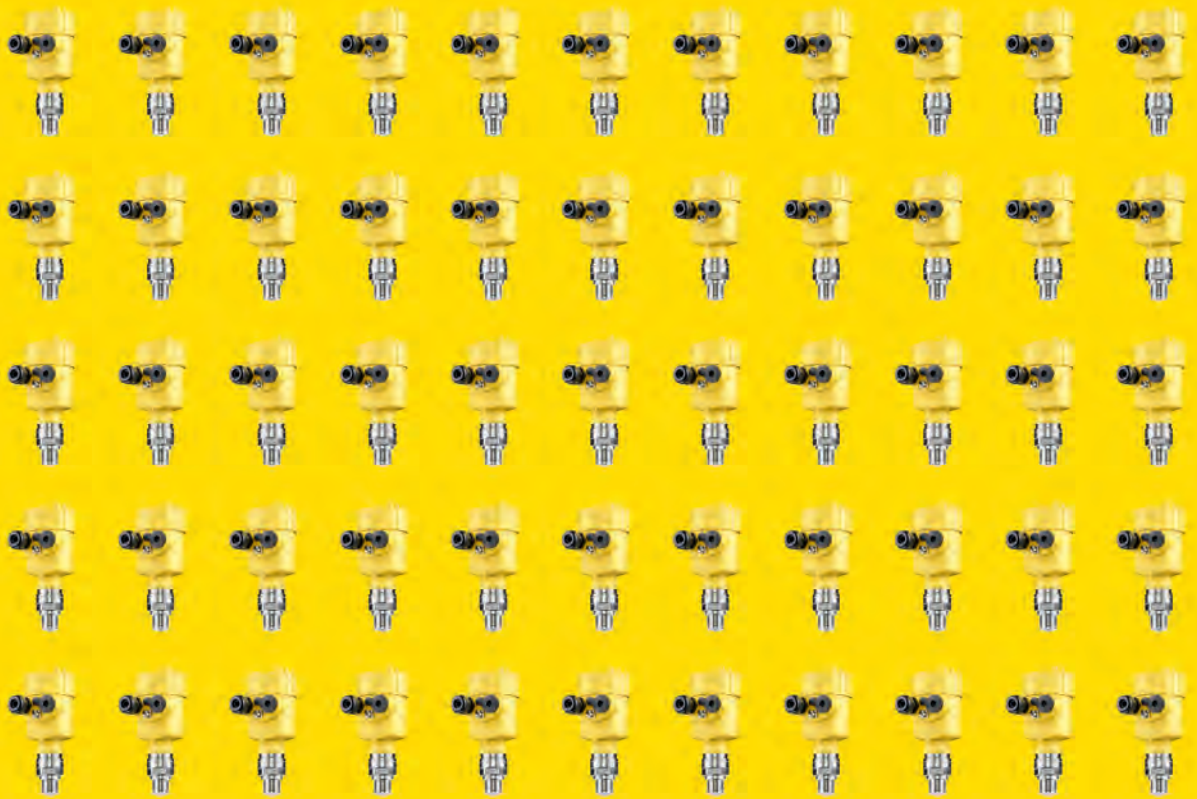
« Il faut protéger les lanceurs d'alerte ! »

Éolien

Le recyclage, un nouveau souffle pour la filière

L 14443 - 1793 - F: 16,70 € - RD





QUE VALENT 1 MILLION DE CAPTEURS SANS 1 MILLION DE CLIENTS SATISFAITS ?

Après 30 ans de succès dans la mesure radar et 1 million de capteurs vendus,
VEGA s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre. Ne manquez pas la suite :
restez à l'écoute !

www.vega.com/radar

VEGA

Édité par les Éditions du Développement durable

3, quai Conti - 78430 Louveciennes
Standard: 0130 08 14 14 - Fax: 0130081415

enviromag@groupe-cayola.com

Directrice de la publication: Florence Wattel
Rédacteur en chef: Anthony Laurent
Rédaction: Abdessamad Attigui, Benoît Crépin,
Alexandra Delmolino
Secrétariat de rédaction: Véronique Matrat

ENVIRONNEMENT-MAGAZINE.FR
[Abdessamad Attigui, a.attigui@groupe-cayola.com](mailto:Abdessamad.Attigui@groupe-cayola.com)

ABONNEMENT - DIFFUSION - VENTE
abonnement.diffusion@groupe-cayola.com

ABONNEMENT 1 AN À ENVIRONNEMENT
MAGAZINE ET SES SUPPLÉMENTS

• Tarif France: 217 € TTC

Prix au numéro: 16,70 € TTC

Pour plus d'informations: retrouvez le bulletin
d'abonnement en page 50 et sur
www.environnement-magazine.fr
Rubrique Je m'abonne.

PUBLICITÉ

Sophie Baticle, directrice de clientèle
du Pôle environnement
s.baticle@groupe-cayola.com

APPELS D'OFFRES ET OFFRES D'EMPLOI

recrutement@groupe-cayola.com
envirojob.fr; Tél.: 0130081414

RÉALISATION GRAPHIQUE

La Communauté des graphistes,
www.lacommunautédesgraphistes.com

IMPRESSION

Imprimeries de Champagne 52000 Langres
Imprimerie certifiée ISO 14001
et Print Environnement



Imprimé sur papier PEFC

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX		
	PAPIER INTÉRIEUR	PAPIER COUVERTURE
PAPIER	Vantage Silk	Magno Plus Silk
GRAMMAGE	90 g	150 g
PAYS D'ORIGINE	Autriche	Allemagne
TALUX DE FIBRES RECYCLÉES	0 %	0 %
CERTIFICATION	PEFC	PEFC
EUTROPHISATION PTOT	0,032 kg/t	0,03 kg/t

Publication mensuelle ISSN: 1163-2720
N° de commission paritaire: 1024 T 85436
Dépôt légal à parution

Environnement Magazine est membre de:



GRUPE
CAYOLA

Une publication des éditions du
Développement durable
SA au capital 10 000 € - RCS Versailles 830 632 485

Reproduction interdite sans l'autorisation de l'éditeur ou du CFC
(Centre français d'exploitation du droit de copie). Tél.: 01 44 07 47 70.

Toutes les illustrations reproduites dans nos pages sont la propriété
respective et exclusive de leurs auteurs ou de leurs ayants droit.

En couverture: © Shutterstock



Anthony Laurent
Rédacteur en chef

L'ÉDITO

Des paroles et des actes

La présidence française de l'Union européenne - « PFUE », dans le jargon officiel - a démarré tambour battant. C'est le moins que l'on puisse dire. Fallait-il remplacer le drapeau français par le drapeau européen sous l'Arc de triomphe ? Ou devait-on les placer côte-à-côte sous le monument parisien ? De Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen, en passant par Valérie Pécresse, la polémique a fait rage. La campagne pour l'élection présidentielle bat son plein, à l'évidence. Le drapeau étoilé remis au placard, et avec lui la polémique, que dire désormais de la PFUE, qui durera jusqu'à la fin du mois de juin prochain ? Du côté du gouvernement, l'heure est solennelle. « L'Europe a été le premier continent au monde à se fixer un objectif de neutralité carbone d'ici à 2050, avec sa loi Climat. Dans le cadre de sa présidence, la France va être en première ligne pour concrétiser cette ambition en organisant les négociations au Conseil », a rappelé la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili. Avant de trompeter : « C'est une responsabilité de premier ordre pour notre pays. » Paquet fit-for-55, directive Efficacité énergétique, taxe carbone aux frontières, règlement Batteries, clauses miroirs pour les pesticides et la déforestation... Le programme de travail de la France se révèle « vaste, complexe et ambitieux », selon les mots de la ministre.

Pour le Haut Conseil pour le climat (HCC), la PFUE doit préparer les futures COP27 en Égypte et COP28 aux Émirats arabes unis. « On est en train de jouer l'avenir de l'Accord de Paris » et « la France a cette responsabilité de continuer à être très active », prévient Laurence Tubiana, membre de la HCC. À quelques mois de la présidentielle, la PFUE permet donc à la France d'influer sur l'agenda européen, une aubaine pour Emmanuel Macron. Selon les ONG environnementales, il s'agira pour le Président de « se mettre en règle pour être crédible ». « Pour que la voix de la France puisse porter, avance France Nature Environnement, il est essentiel qu'elle soit exemplaire dans l'application du droit européen, notamment dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement. Or, c'est loin d'être le cas. » Autrement dit, se draper des valeurs européennes est une chose, faire advenir une Europe neutre en carbone d'ici à 2050 en est une autre. Foin de polémique !

SOMMAIRE

Entre nous



L'ESSENTIEL 6

La RE2020 entre en vigueur, la loi Agec, une zone pour contrôler les émissions d'oxyde de soufre, l'industrie de la mode, la FFC, le report de l'entrée en vigueur des fonds de réemploi, les radars sonores... font l'actualité

EN TÊTE 8

Paysalia, Louis de Reboul, Marine Yzquierdo, Waga Energy, Altawest, Pierre de Montlivault, HyssetCo, La 23^e édition du Carrefour des gestions locales de l'eau, Flora Alter, Maud Hardy... font parler d'eux



LA RENCONTRE 10

Blandine Sillard

« Il est temps de prendre les lanceurs d'alerte au sérieux »



ENQUÊTE 12

■ **Éolien : le recyclage fait tourner le vent des pales**

INITIATIVES 19

Dépollution radioactive hors normes 19

Le Sycotom mise sur

l'intelligence artificielle 20

Le groupe Iliad en ligne avec ses objectifs climat 21

Une «Academy» dédiée au recyclage automobile 21

Les expérimentations urbaines à l'épreuve du terrain 22



PLUS D'INFOS SUR

www.environnement-magazine.fr



NOUS ÉCRIRE

enviromag@groupe-cayola.com



VOUS SOUHAITEZ VOUS ABONNER ?

Rendez-vous page 50



[Environnement-magazine.fr](https://www.facebook.com/Environnement-magazine.fr)



[@EnviroMag](https://twitter.com/EnviroMag)



[Environnement Magazine](https://www.linkedin.com/company/Environnement-Magazine)



Hors cadre

François Brunero 48

Directeur Mobilités de Primagaz France

En pratique En perspective

26 DOSSIER

■ Eaux pluviales :
vers des villes perméables et végétales



34 INNOVATIONS

- 34 Le premier lingot d'aluminium français neutre en CO₂
- 35 Des recherches pour mieux tracer les effluents chimiques
- 35 Le stationnement partagé à la carte
- 36 Des dalles pour désinfecter l'air intérieur
- 37 **Spécial Déchets**

40 TOUT SAVOIR SUR...

- 40 La loi Climat et l'érosion côtière
- 41 La filière hydrogène

Retrouvez
ENVIRONNEMENT
magazine

en kiosque et chez votre
marchand de journaux



42 LA PÉPINIÈRE

- 42 Un démonstrateur pour décarboner la logistique urbaine
- 43 Sepur accélère la décarbonation de sa flotte de véhicules
- 43 Un futur data center alimenté en biogaz
- 44 Le « monde d'après » se fait attendre

46 TÊTE CHERCHEUSE

Sylvain Breuzard
Président de la société Norsys



Entre vous

49 LES COURS

Retrouvez l'indice de variation du coût de l'enfouissement des refus de tri en installations de stockage de déchets non dangereux et celui de variation des coûts de mise en incinération des déchets non dangereux des activités économiques.

Abonnez-vous à
ENVIRONNEMENT
magazine

Rendez-vous sur
ENVIRONNEMENT
MAGAZINE.FR

Rubrique Je m'abonne

RENCONTRE

BLANDINE SILLARD

« Il est temps de prendre les lanceurs d'alerte au sérieux »

Fin 2021, le Parlement a entamé l'examen d'une proposition de loi visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte. Devant retranscrire en droit français les dispositions d'une directive européenne de 2019, le nouveau dispositif législatif pourrait au final représenter un recul par rapport à la loi Sapin II. Rencontre avec Blandine Sillard, chargée du développement et de la communication à la Maison des lanceurs d'alerte.

Comment est née la Maison des lanceurs d'alerte (MLA) ?

La MLA est une association loi 1901, créée en octobre 2018 par 17 associations et syndicats provenant d'horizons très différents - environnement, anticorruption, libertés publiques, etc.

Le projet était dans les cartons depuis 2014. Il avait alors été initié par Sciences citoyennes et Transparency International France. Les principales missions de la MLA sont l'accompagnement juridique et le plaidoyer en faveur des lanceurs d'alerte.

Il y a urgence : le nombre de demandes de soutien que nous recevons explose. En septembre 2021, nous avons déjà reçu plus de demandes que sur l'ensemble de l'année 2020. S'il n'y a pas forcément plus d'abus, il y a assurément plus de personnes enclines à les dénoncer. Notre permanence est composée de trois juristes qui doivent traiter plusieurs centaines d'alertes...

Qu'est-ce qu'une alerte ?

La question de l'alerte est transversale. Elle touche à une multitude de sujets qui concernent tout un chacun. L'alerte doit avoir une portée d'intérêt général, le lanceur d'alerte doit agir de bonne foi et de façon désintéressée - même si cette notion demeure assez floue - et, bien sûr, ce dernier doit fournir les preuves de ce qu'il avance. L'alerte est souvent abordée sous le seul angle de la protection des lanceurs d'alerte. Or, son traitement est une question primordiale. Si les institutions se concentraient davantage sur le traitement de l'alerte - qui



EOLIEN

Le recyclage fait tourner le vent des pales

C'est l'un des derniers écueils auquel est confronté le secteur pour assurer vertueusement le démantèlement de ses parcs. Mais des solutions émergent, tant pour recycler les pales déjà produites que pour faciliter le recyclage des futurs modèles mis sur le marché.

Végétalisation et gestion des eaux pluviales convergent vers une meilleure adaptation des territoires au changement climatique.



EAUX PLUVIALES

Vers des villes perméables et végétales

Allier la gestion durable des eaux pluviales avec la végétalisation des villes est une solution très tendance. Pour les collectivités compétentes sur les eaux pluviales urbaines, l'assainissement et les espaces verts, ces stratégies de transformation urbaine nécessitent une approche transversale.

■ Avec ses cours Oasis, Paris lance la tendance des cours d'école végétalisés

Adaptation au changement climatique, gestion intégrée des eaux pluviales, pédagogie active, la végétalisation des cours d'école a tout pour plaire. Si bien que ce concept imaginé par la capitale dès 2017 essaime aujourd'hui un peu partout en France.



© CAUETS

Tout a commencé par l'adoption de la stratégie parisienne de résilience en 2017. Les cours d'école y apparaissent alors comme un véritable lieu de transformation urbaine. Leur potentiel de végétalisation est important puisque les 770 cours d'école et de collèges de la capitale représentent une surface de près de 73 ha, soit un dixième de la superficie du bois de Boulogne. Les cours sont également des lieux sociaux importants pour

La gestion à la parcelle de l'eau pluviale est privilégiée.

les enfants. « *Tout concordait pour adapter ces espaces imperméabilisés au changement climatique. Notre projet Oasis s'est donc donné la vocation de végétaliser les cours de récréation pour les transformer en îlots de fraîcheur, répondre aux enjeux de perméabilité des sols et d'infiltration des eaux pluviales et proposer aux enfants des espaces récréatifs mieux adaptés à leurs besoins* », estime Raphaëlle Thiollier, designer de services en architecture éducative, cheffe de projet

Oasis à la direction des affaires scolaires de la Ville de Paris.

L'expérimentation totalise aujourd'hui 74 cours Oasis.

Paris a débuté en 2018 avec trois premières cours et poursuivi en 2019 avec 28 cours, 15 en 2020 et 28 en 2021. En 2020, la ville a été soutenue par le fonds européen Feder au sein de son programme Actions innovatrices urbaines à hauteur de 5 millions d'euros. Cet appui a financé la transformation de 10 cours entre 2020